

ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA – Numéro 3 – Janvier-février 2010

Editorial

Les économies émergentes d'Asie ont été durement frappées en 2009 par le retournement économique et la crise financière venus des pays riches. L'effondrement des marchés occidentaux s'est traduit par un recul prononcé des exportations dont beaucoup de pays asiatiques dépendent pour leur croissance. Des firmes multinationales en ont profité pour se « restructurer » et faire payer la crise à leurs salariés. C'est le cas de Valeo, multinationale française qui a lancé un plan social touchant des usines en France mais aussi en Corée et au Japon. Alors que Valeo annonçait le 20 octobre 2009 ses plus fortes recettes depuis 2005 et qu'elle se vantait sur son site internet d'avoir surmonté la crise grâce à la reprise des marchés asiatiques et plus particulièrement du marché coréen (+14%), elle jetait à la rue l'ensemble des salariés de Valeo Compressor Korea. Les travailleurs de VCK n'entendent pas se laisser faire et nous leur apportons toute notre solidarité.

2009, voit aussi la fin de l'un des plus longs conflits armés que l'Asie ait connue. Après plusieurs mois d'intenses bombardements, le gouvernement du Sri Lanka a vaincu militairement les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoule. Cette victoire obtenue dans un bain de sang d'innocents civils et l'assassinat pur et simple des dirigeants « Tigres » n'a apporté aucune solution aux revendications du peuple tamoul. Les origines du conflit sont ignorées par le président qui entend capitaliser sa victoire par des élections anticipées le 26 janvier. Les deux principaux candidats sont des représentants de la suprématie cinghalaise. Huit mois après la fin de la guerre, la démocratie est plus que jamais un rêve pour les sri lankais. Les populations déplacées par la guerre de-

vraient pouvoir rentrer chez elles mais le risque est grand que le gouvernement reprenne sa politique de colonisation des terres à majorité tamoule ou musulmane par des cinghalais. Le contrôle et l'exploitation de la terre est l'une des questions politiques et sociale parmi les plus importants auxquels doivent faire face les populations dans de nombreux pays d'Asie. C'est particulièrement le cas en Indonésie, au Sri Lanka et en Inde. Le premier ministre indien Manmohan Singh a entamé une guerre contre les Naxalites (guérilla maoïste). Au-delà, il s'agit d'une guerre contre les habitants du Centre-est de l'Inde pour s'approprier les fabuleuses richesses dont regorgent ces États.

La chute de régimes dictatoriaux, comme en Indonésie, ou clientélistes et corrompus comme au Japon, a suscité beaucoup d'espoirs parmi les populations fragilisées par les dictatures et les potions néolibérales. Les articles sur les élections dans ces deux pays permettent de faire un premier état des lieux.

SOMMAIRE

Sri Lanka : Des élections précipitées après la guerre. *Danielle Sabai*

Inde : Déclenchement de l'opération Green Hunt. *Christine Schneider*

Japon : Victoire du Parti Démocrate du Japon : un changement politique majeur ? *Jean Sanuk*

Indonésie : Du pareil au même. *Danielle Sabai*

SOLIDARITÉ—CAMPAGNES :

Soutien aux travailleurs de Valeo Compressor Korea

SRI LANKA : DES ELECTIONS PRECIPITEES APRES LA GUERRE

Danielle Sabai

Dès son élection en 2005, Mahinda Rajapaksa s'est engagé dans une guerre sans merci contre les LTTE, les « Tigres » de libération de l'Eelam tamoule. Niant les origines ethniques du conflit, il a prétendu mener une lutte « contre le terrorisme » et a cherché à anéantir militairement les « Tigres ».

Durant l'ultime offensive de l'armée Sri Lankais, entre janvier et mai de l'année passée, 20 000 civils tamouls ont perdu la vie sous les bombardements incessants de l'armée régulière. Les dirigeants « Tigres » qui s'étaient réfugiés sur une bande de terre de quelques kilomètres carrés avec des milliers de civils tamouls leur servant de « boucliers » ont été assassinés par les forces spéciales de l'armée régulière. La guerre est finie mais aucune solution n'a été apportée pour résoudre ce conflit qui oppose depuis plusieurs décennies la communauté tamoule lankaise aux gouvernements nationalistes chauvins cinghalais successifs.

Depuis la fin la guerre, environ 300 000 civils ont été retenus captifs dans des camps d'internement, sans possibilité de mouvement, ni même de regroupement familial. Ces détentions arbitraires avaient pour objectif de repérer et de capturer des membres et soutiens supposés des LTTE au sein de la population civile des camps.

Après huit mois de guerre, la situation a sensiblement évolué du fait de la décision du président Rajapaksa d'anticiper les élections présidentielles.

Capitaliser la victoire militaire

Les élections présidentielles se tiendront le 26 janvier 2010, deux ans avant la date prévue.

Mahinda Rajapaksa espère sans doute capitaliser sa victoire militaire contre les « Tigres ». Mais surtout, en cette période de crise économique globale, les lendemains de guerre pourraient s'avérer assez difficiles d'un point de vue économique pour l'île. D'où l'intérêt de ne pas trop attendre pour retourner aux urnes.



Camps de Menik Farm dans le Nord du Sri Lanka

Depuis l'annonce des élections, les camps ont été ouverts et les 300 000 tamouls internés ont obtenu la liberté de mouvement. Ils sont maintenant autorisés à retourner dans les zones qu'ils habitaient précédemment y compris dans le Nord durement touché par les combats. Le couvre feu imposé à la ville de Jaffna depuis plusieurs années a été levé et la route A9 y conduisant a été rouverte au trafic civil. Les ouvriers agricoles tamouls du sud n'ont plus besoin d'autorisation pour sortir des plantations dans lesquelles ils travaillent et se rendre à Colombo. Une plus grande liberté de la presse se fait sentir même si l'autocensure des journalistes et des militants reste très forte. Le gouvernement n'a pas supprimé la loi de Prévention du terrorisme (Terrorism Prevention Act) et il continue à l'utiliser contre ses opposants politiques.

La décision d'ouvrir les camps a été un véritable soulagement pour des centaines de milliers de civils tamouls, victimes de la guerre. Mais le retour chez elles des personnes déplacées ne pourra se faire dans de bonnes conditions que si elles y sont réellement aidées. Or, beaucoup de déplacés sont retournés dans des zones dévastées par la guerre qui n'ont pas encore été reconstruites, ni même déminées. Les moyens financiers et matériels qui ont été alloués aux tamouls pour se réinstaller, sont très insuffisants. De plus ces zones restent contrôlées par les autorités militaires qui détiennent un droit de veto sur toutes les décisions concernant la question du retour et de la réinstallation des per-

sonnes déplacées. Enfin, 80000 musulmans qui avaient été expulsés de la province du Nord par les LTTE en 1990 et qui vivent depuis dans des camps devraient aussi avoir la possibilité de revenir dans le Nord et l'Est. Si le gouvernement n'a pas la volonté politique d'organiser de manière transparente le retour, cela pourrait bien être source de nouveaux conflits entre les communautés ethniques.

Or, la guerre a cessé, il y a plus de 8 mois maintenant, mais les problèmes politiques qui ont conduit à ce long conflit armé demeurent inchangés. Le gouvernement n'a entamé aucune réforme politique pour répondre aux attentes des minorités ethniques. Il ne semble pas décidé à favoriser l'autonomie dans les régions à majorité non cinghalaise.

Une candidature qui bouleverse la donne

Le principal opposant à la candidature de Mahinda Rajapaksa n'est autre que le général Sarath Fonseka, ancien commandant en chef des armées, qui a assuré la victoire militaire contre les « Tigres » tamouls en mai dernier. Fonseka n'a jamais hésité à recourir à la rhétorique nationaliste chauvine la plus virulente pour s'assurer la popularité de la majorité cinghalaise. On lui doit d'avoir déclaré : *« je crois fortement que ce pays appartient aux cinghalais; mais il y a des minorités et nous les traitons comme les nôtres... Ils peuvent vivre dans ce pays avec nous, mais ils ne doivent pas essayer, sous le prétexte d'être une minorité, de demander des choses indues ».*

Les deux candidatures, de Fonseka et de Rajapaksa, laissent craindre une accentuation de la militarisation de la société et le renforcement du nationalisme chauvin cinghalais-bouddhiste. L'augmentation, l'été dernier, du budget de l'armée de 20%, lui faisant atteindre un record de 1,6 milliard de dollars, alors que la guerre était terminée en est un signe.

La candidature de Fonseka divise l'électorat cinghalais et rend l'issue de la campagne électorale incertaine. Fonseka est soutenue par les deux principaux partis cinghalais d'opposition, le Parti d'union nationale (UNP) et le Front de libération du peuple

(PLF). C'est une alliance inattendue tant, Fonseka a combattu politiquement l'UNP durant toute la dernière phase militaire. L'actuel dirigeant de l'UNP aurait été cependant bien en peine de concurrencer la popularité réelle de Rajapaksa.



Sarath Fonseka, chef des armées durant la dernière guerre et principal opposant à Mahinda Rajapaksa

Dans ce contexte, le vote des tamouls a pris une certaine importance. Les deux candidats, Rajapaksa et Fonseka ayant tous les deux beaucoup de sang tamoul sur les mains et étant de fervents partisans de la suprématie cinghalaise, il est pour le moins surprenant que Fonseka ait obtenu le soutien de la direction de l'Alliance Nationale Tamoule (TNA), considérée jusqu'à présent comme très proche des « Tigres ». La TNA a combattu la politique guerrière du tandem Rajapaksa-Fonseka et appelé durant plusieurs mois à un cessez le feu. Il semble que le seul dénominateur commun de cette coalition soit d'empêcher Rajapaksa de faire un second mandat.

Le soutien accordé à Fonseka a quand même conduit l'un des 22 parlementaires de la TNA, M. K. Sivajilingam, à présenter sa propre candidature aux élections du 26 janvier.

Grain de sable

Ses voltes faces politiques et les marchandages qui les sous tendent ne vont sans doute pas encourager les sri lankais à aller voter. Avec le coût de la vie, la corruption est apparue comme un thème majeur de la campagne. Mais dans la communauté tamoule, la principale préoccupation reste la question du retour. Moins de 10% des 300000 personnes déplacées se sont inscrits sur les listes électorales et seront donc en mesure de voter.

Fort heureusement, la campagne présidentielle ne se résume pas à l'affrontement entre deux candidats de la bourgeoisie, tous deux nationalistes chauvins. Le Front de Gauche, constitué par le N SSP, section sri lankaise de la 4^{ème} internationale, le Parti Communiste Ceylanais (maoïste), le Parti Uni des travailleurs, a présenté son propre candidat, Wrickamabahu Karunaratne, dit Bahu. Cette candidature permettra que soient relayées les revendications des travailleurs quelque soit leur origine ethnique. Bahu est aussi bien connu pour son engagement de longue date aux côtés des tamouls.

INDE : DECLENCHEMENT DE L'OPERATION GREEN HUNT

Christine Schneider

Guerre contre les Naxalites ou guerre contre les habitants des États du Cen- tre-Est ?

Le conflit entre les forces indiennes de sécurité et le PCI (Maoïste)¹ est entré dans une phase cruciale et décisive. Pour le premier ministre Manmohan Singh, « le naxalisme est le plus grand défi pour la sécurité intérieure qu'a jamais dû relever le pays ». ² Le combat du gouvernement indien contre les maoïstes existe depuis 1967. Il s'est intensifié depuis 2004.

Après qu'en 1967 au Bengale Occidental, les paysans du village de Naxalbari aient saisi le riz d'un propriétaire foncier, différents groupes armés maoïstes ont implanté leurs maquis dans les forêts et les campagnes isolées. En septembre 2004, deux groupes maoïstes importants ont fusionné pour former le PCI (Maoïste)³.

Après les élections fédérales indiennes de mai 2009, le PCI (Maoïste) a amplifié ses attaques dans

On peut lui faire confiance pour les représenter et réaffirmer la nécessité de la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

Références bibliographiques :

- International Crisis Group : A bitter Peace.

http://www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/sri_lanka/b99_sri_lanka_a_bitter_peace.pdf

- State Power, State Patronage and Elections in Sri Lanka. Ahilan Kadirgamar. Economic & Politic Weekly.

- N SSP. <http://www.nssp.info/index.html>

différents États du pays : le Jharkhand, le Chhattisgarh et l'Orissa. Une des plus spectaculaires fut l'exécution de 18 policiers dans une embuscade le 8 octobre dernier dans le district de Gadchiroli, dans l'État du Maharashtra.

En réponse, le ministère de l'intérieur a pris l'initiative d'une attaque militaire massive avec l'armée, les commandos spéciaux de la police anti-insurrectionnelle et la police chargée de la sécurité aux frontières. Une campagne médiatique⁴ a préparé l'opinion à une offensive contre « les terroristes » en occultant les aspects économiques, sociaux et politiques.

On ne sait pas jusqu'où ira cette opération militaire, appelée « Green Hunt ». L'État ne veut pas de témoins. Aujourd'hui, tous ceux qui se rendent dans les forêts sont battus, arrêtés, accusés d'être des Naxalites : militants des droits de l'Homme, universitaires, médecins, avocats...

Les cadres militaires du PCI (Maoïste) sont estimés à 20 000 et leurs sympathisants des centaines de milliers. Leurs activités sont présentes dans 37 % des districts du pays (soit 16 des 28 États indiens) avec une implantation principale dans les États du Jharkhand et de l'Andhra Pradesh. Cela forme « le corridor rouge » qui va de la frontière népalaise aux côtes du Sud-ouest. Les Naxalites revendiquent également une implantation dans les zones urbaines.

Ce sont les Adivasis⁵ et les Dalits⁶ qui alimentent les rangs du mouvement. C'est-à-dire les populations les plus pauvres de l'Inde, victimes de l'extrême brutalité des rapports sociaux. Ce sont les

plus touchées par la violence rurale, l'injustice, la discrimination des castes.

Selon un rapport du ministère de l'Intérieur de 2006, les Naxalites « agissent dans le vide créé par l'inadéquation des institutions administratives et politiques (...). Ils font leurs, les revendications locales et tirent parti de leur discrédit ainsi que de la perception de l'injustice parmi les segments défavorisés et reculés de la population »⁷. C'est-à-dire dans les États où la décomposition sociale laisse la place à la corruption, à l'extorsion des impôts, où la violence contre les basses castes et les crimes contre les tribus sont statistiquement élevés. Mais pas seulement, puisque la population est victime de l'intimidation, des brutalités, des exactions policières dans un contexte d'appropriation privée des terres par l'État pour créer des Zones Économiques Spéciales.

En Inde, environ un habitant sur quatre ne mange pas à sa faim

La situation est particulièrement grave dans les campagnes où vivent les 3/4 de la population (840 millions), dont 280 millions de paysans sans terre⁸. Un grand nombre d'entre eux se sont suicidés incapables de faire face à leurs dettes. Dans l'État du Chhattisgarh, 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

En 2005, dans cet État, une milice paramilitaire a été constituée, la Salwa Judum. Présentée comme une réaction « spontanée » de villageois, censée « libérer la population » du joug naxalite, elle a le soutien du BJP⁹ au pouvoir dans cet État et du Parti du Congrès, dans l'opposition localement.

L'objectif officiel serait de séparer les Naxalites de leur base. Mais, simultanément, il s'agit de spolier les paysans et les populations tribales de leurs terres pour y développer des projets industriels : le sous-sol de cet État regorge de richesses minérales (bauxite, diamants, charbon, fer, manganèse, étain, uranium...).

Des organisations des Droits de l'Homme dénoncent Salwa Judum dont les miliciens ont attaqué de nombreux villages, tué et violé des habitants,

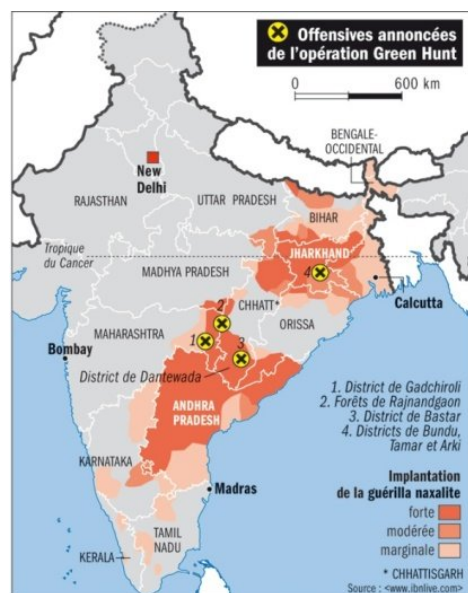
brûlé leurs maisons pour les forcer à rejoindre leurs "camps de secours". Des dizaines de milliers d'Adivasis se retrouvent rassemblés dans ces camps.

De multiples mobilisations se développent contre l'éviction de populations rurales de leurs terres

En janvier 2006, à Kalinga Nagar dans l'État de l'Orissa, des Adivasis ont été tués par la police. Ils bloquaient la route depuis un an pour empêcher la vente de leur terre au groupe capitaliste indien Tata.

En mars 2007, à Nandigram dans le Bengale Occidental¹⁰, des paysans se sont opposés à la saisie de leurs terres par l'État en vue de créer une « Zone Économique Spéciale (SEZ) ». La répression des forces de l'ordre a fait plusieurs dizaines de morts. Un millier de policiers a attaqué les villageois qui protestaient.

Une partie de la gauche radicale indienne a exprimé son désaccord avec la stratégie suivie par les maoïstes qui développent l'action militaire au détriment de l'action de masse. Certaines des méthodes du PCI Maoïste sont, par ailleurs, franchement condamnables : dans les zones qu'ils contrôlent, il arrive, par exemple que des personnes étiquetées "opposants de classe" soient sommairement amputées d'un membre ou exécutées par les maoïstes.



Il n'en reste pas moins que les responsables de cette situation sont les autorités étatiques qui développent depuis des années un climat de violence contre des populations surexploitées et qui aident aujourd'hui les multinationales à s'emparer de leurs terres.

Le but réel de l'opération militaire en cours est d'extirper toute possibilité de résistance populaire dans les zones concernées. Même si une partie d'entre eux critique ou condamne certaines des méthodes utilisées par les maoïstes, diverses personnalités, mouvements sociaux et courants de la gauche radicale se mobilisent en Inde pour faire cesser cette offensive militaire.

Notes :

1. Parti Communiste Indien Maoïste - PCI(Maoïste) ou Communist Party of India (Maoist) –
2. 13 Avril 2006, Manmoham Singh, devant les chefs de gouvernements des Etats Indiens.

3. Il s'agit du Peoples' War Group (PWG) et du Maoist Communist Center of India (MCCI).
4. 26 octobre 2009, Magazine Outlook, *Operation Red Blood*
5. Adivasi : Membres des tribus (scheduled tribes) et habitants traditionnels des forêts, ce sont les habitants les plus anciens, les plus méprisés, les plus démunis. 70 millions d'Adivasis forment une population d'autochtones vivant dans la forêt.
6. Dalits ou hors castes ou intouchables. Officiellement le système des castes a été aboli par la Constitution.
7. *Red Sun, Travel in Naxalite Country*, Sudeep Chakravarti, janv 2009, Penguin India
8. *Id.*
9. BJP, Bharatiya Janata Party, au pouvoir fédéral en 2004 et au pouvoir dans le Gujarat depuis 2001, dont le premier ministre Narendra Modi, est accusé d'avoir laissé faire les émeutes et massacres des musulmans en 2002
10. État du Bengale occidental gouverné depuis plus de trente ans par le Parti Communiste d'Inde Marxiste (PCI-M fondé par des dissidents du PCI en 1964, à la suite de la guerre Chine-Inde de 1962), et le Parti Communiste de l'Inde (PCI ex-prosoviétique). Cette coalition a mis activement en œuvre une politique néolibérale.

JAPON : VICTOIRE DU PDJ, UN CHANGEMENT POLITIQUE MAJEUR ?

Jean Sanuk

Le 30 août 2009, le Parti Démocrate du Japon a remporté une écrasante victoire aux élections législatives mettant ainsi un terme à la domination du Parti Libéral Démocrate. La défaite du PLD est un véritable séisme politique au Japon. Muto Ichyo (Ichio, Muto 2009), qui dirige une des organisations se réclamant de la 4^{ème} internationale au Japon, la compare à la défaite du PRI qui a dirigé le Mexique de 1920 à 2000, à celle du Parti du Congrès qui a dirigé l'Inde de 1947 à 1977, ou encore à la chute du Golkar de Suharto en 1998. La victoire du Parti Démocrate suscite de nombreuses attentes dans la population japonaise dont les conditions de vie se sont fortement dégradées ces dernières années.

Un demi-siècle de gouvernements Conservateurs

Le Japon a été dirigé par un parti conservateur de droite, le Parti Libéral Démocrate (PLD) depuis

1955, à l'exception d'une courte période en 1993-1994, où un certain nombre de ses dirigeants le quittent et lui font perdre la majorité. Ce sont ces dissidents qui vont former quelques années plus tard le Parti Démocratique du Japon (PDJ).



Le capitalisme japonais connaît son apogée au cours des années 1980. C'est l'époque du « modèle japonais », incarnant le summum de l'efficacité organisationnelle des firmes multinationales japonaises qui dament le pion aux multinationales occi-

dentales et partent à l'assaut des marchés nord-américains et européens.

Le PLD distribue à tour de bras les fruits de la croissance à ses affidés à travers des réseaux clientélistes. La corruption connaît ses plus beaux jours. Le salaire réel de la majorité des travailleurs progresse, et environ un tiers des travailleurs dispose d'un « emploi à vie ». Pourtant, même à cette époque la société japonaise est très segmentée : à côté de « l'emploi à vie » le travail précaire est important et ceci recoupe des inégalités hommes/femmes très accentuées.

Les années 1992-2004 sont les années de la « décennie perdue » du capitalisme japonais et le début de son déclin. L'éclatement d'une bulle financière en 1991 provoque la faillite du système bancaire et un profond ralentissement de l'économie japonaise accompagné d'une augmentation du chômage et des inégalités sociales. Le Japon commençait tout juste à sortir de cette longue dépression lorsque survient la crise internationale de 2008. Du fait de sa dépendance envers les exportations, le Japon est l'un des pays les plus affectés par la crise avec un recul du PIB de 6% en 2009, la pire récession depuis 1945. Ce long déclin du capitalisme japonais a entraîné une dégradation des conditions de vie de la population japonaise.

Une situation sociale profondément dégradée

La crise économique a comme partout provoqué des centaines de milliers de licenciements. Au Japon, les principales victimes sont les travailleurs précaires. 75% des postes supprimés actuellement sont ceux de salariés temporaires (Dorival, Camille 2010). Cela tient à ce que les grandes entreprises ont fortement développé l'emploi précaire ces vingt dernières années pour continuer à faire des profits pendant les années de crise. En 2008, 17,6 millions de travailleurs sont dits « non réguliers » soit 34% de la population active contre 18% en 1988. Comme ailleurs, l'emploi précaire frappe majoritairement les femmes et les jeunes. Pour les mêmes raisons, environ 4 millions d'emplois industriels ont été délocalisés pour l'essentiel en Chine entre 1994 et 2004. Comme beaucoup de travailleurs sont logés

par l'entreprise, la perte d'emploi entraîne aussi la perte du logement. Le nombre de sans abris augmente fortement et on peut les voir se réfugier dans des tentes le long des berges du fleuve qui traverse Tokyo ou bien dans des boutiques de jeux vidéo ouverts 24h/24. Les inégalités sociales se sont creusées alors qu'elles étaient faibles dans le passé. En 2006, 15,7% de la population japonaise vivait en dessous du seuil de pauvreté relative (moins de la moitié du revenu annuel médian). Cela place le Japon à l'avant dernier rang des pays de l'OCDE juste avant les États-Unis. Les pensions de nombre de japonais sont remises en cause dans un pays où la proportion de plus de 65 ans atteindra 44% en 2050. Dans le même temps, l'imposition des ménages les plus aisés était réduite. On est loin des clichés du pays de « l'emploi à vie » qui ne concerne plus qu'une petite minorité.

Cette paupérisation n'était pas une fatalité mais est la conséquence directe de la politique néolibérale poursuivie par le PLD et en particulier le Premier Ministre Koizumi (2001-2005) dont le slogan était « sans effort, pas de confort ». Ayant subi l'effort sans obtenir de confort, les japonais se sont détournés en masse du PLD et ont placé leurs espoirs dans le PDJ dont la campagne électorale était centrée sur l'amélioration des conditions de vie, la défense des retraites, la création d'un « filet de sécurité sociale », et la réforme du système politique. Ce choix n'était pas anodin et visait à capter le mécontentement populaire. Mais vue la nature du PDJ, les japonais ont raison d'être sceptiques.

D'où vient le PDJ ?

Le PDJ est né de la mue successive du parti fondé en 1993 par Ozawa Ichiro (ancien responsable du PLD), le « Parti du Renouveau du Japon » qui s'est transformé ensuite en « Parti de la Nouvelle Frontière » puis en « Parti Libéral » puis finalement en PDJ en 1998 lorsqu'il a fusionné avec un courant de droite issu du Parti Social-Démocrate du Japon (PSDJ). Il est donc formé de transfuges du PLD, d'anciens sociaux-démocrates et d'activistes des mouvements de citoyens. Le PDJ rassemble des sensibilités allant du centre gauche à la droite ultranationaliste et il puise son électorat dans les

mêmes couches sociales que l'ancienne majorité du PLD. En 2007, 20 dirigeants ultra-nationalistes du PDJ ont lancé un appel pour créer une fraction interne afin de promouvoir la conception révisionniste de l'histoire notamment à propos du massacre de Nankin ou au sujet des « femmes de confort ». La direction du PDJ les a laissés faire.

Le PDJ est aussi le parti qui compte le plus de parlementaires (30) formés au « Matsushita Institute of Management and Government », un institut de formation néo-libéral créé par le fondateur de Matsushita Electrical Co, aujourd'hui plus connu sous le nom de Panasonic. Son but est d'appliquer les techniques du management à la gestion gouvernementale. Le PDJ compte aussi sur le soutien de la confédération syndicale Rengo, traditionnel allié du grand patronat.



Yukio Hatoyama à la une de la presse

En 2007, le PDJ remporte sa première grande victoire en prenant le contrôle de la Chambre haute du parlement japonais grâce à l'appui de deux petits partis, le « Parti Social-Démocrate du Japon » (PSDJ) et le « Nouveau Parti du Peuple » (NPP). Cette coalition forme l'opposition au gouvernement conservateur du PLD jusqu'aux élections le 30 août 2009 de la chambre basse. Le PDJ y remporte une victoire avec 308 sièges sur 480 (contre 112 auparavant), et 69% des voix.

L'élection de Barack Obama a aussi encouragé l'électorat japonais à soutenir le PDJ qui lui aussi faisait campagne sur la nécessité du changement. Pour autant, le nouveau Premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, n'est pas le Barack Obama japonais dans le sens où il ne bénéficie pas d'un véritable engouement populaire. La majorité des japonais

a depuis longtemps perdu confiance dans son système politique et nombre de responsables politiques sont frappés de discrédit. Pendant des décennies le PLD au pouvoir a donné le spectacle de luttes incessantes entre ses différentes factions internes dont l'enjeu était le contrôle des circuits de corruption base du clientélisme et de l'enrichissement personnel.

Une gauche réformatrice affaiblie

Le Parti Social-Démocrate du Japon (PSDJ) est un parti affaibli par les départs de ses dirigeants qui ont rejoint le PDJ. Pour survivre, il avait signé un accord électoral avec le PDJ pour sauver sa petite représentation parlementaire de 7 députés. Ils y sont parvenus en obtenant 3 millions de voix en faveur de leurs candidats.

Le Parti Communiste du Japon, (PCJ) a aussi réussi à maintenir ses 9 élus en obtenant 4,9 millions de voix. Le PCJ s'est abstenu de critiquer le PDJ pendant la campagne et entend pratiquer une opposition constructive.

L'extrême gauche est faible et divisée

La section japonaise de la quatrième internationale s'est divisée en deux organisations en 1989 : le « National Council of Internationalist Workers » (NCIW) et le « Japan Revolutionary Communist League » (JRCL). Les deux organisations ont entamé un processus de réunification qui se manifeste par la publication d'une revue commune « the Bridge ». Elles avaient appelé à voter en faveur des candidats du parti social-démocrate et du parti communiste car elles pensent que les députés des deux partis réformatrices peuvent être utiles pour relayer les luttes des travailleurs et du mouvement populaire au parlement (Kenji, Kunitimo 2009).

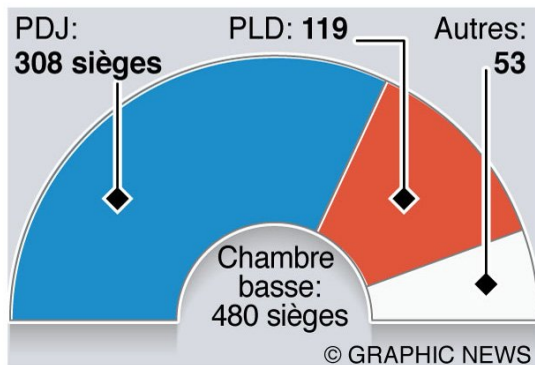
Un gouvernement de coalition autour du PDJ

Le PDJ a formé un gouvernement de coalition avec ses alliés électoraux le Parti Social-Démocrate du Japon et le Nouveau Parti du Peuple car il a besoin des 10 sièges de députés à la chambre haute de ces deux petits partis (3% des sièges)

pour obtenir une majorité dans les deux chambres. Le PDJ espère bien obtenir une majorité à la chambre haute à l'occasion des nouvelles élections de l'été 2010 ce qui lui permettrait de se passer de l'appoint des deux petits partis. Mais dans l'intervalle, il doit faire des compromis avec ces deux partis, ce qui est source de fragilité car les divergences de vue autour des grandes questions économiques et politiques sont nombreuses.

LE TSUNAMI JAPONAIS

La victoire éclatante des centristes du Parti Démocrate du Japon (PDJ) met fin à la suprématie du Parti Libéral Démocrate (PLD, droite) durant plus de cinquante ans



Le gouvernement de coalition est dirigé par Yukio Hatoyama, premier ministre. C'est un ancien responsable du PLD et il est de surcroît le petit-fils d'Ichiro Hatoyama, premier ministre de 1954 à 1956, qui avait tenté durant son passage au gouvernement de réviser la constitution pour remilitariser la société. Yukio Hatoyama devra composer avec Ichiro Ozawa, le secrétaire général du PDJ, autre ancien cacique du PLD et principal artisan de la victoire électorale. Son influence politique est telle qu'il est surnommé le « shogun de l'ombre ». Traditionnellement, le parti au pouvoir intervient directement dans la conduite de la politique du gouvernement, contrairement à la tradition bonapartiste française. C'est ce que le PDJ a annoncé vouloir changer par une réforme administrative et du système politique. Mais il est certain qu'Ichiro Ozawa fera tout pour s'y opposer afin de maintenir l'influence du PDJ sur les affaires gouvernementales. Ces luttes ne reflètent pas nécessairement des divergences politiques mais plutôt la volonté de contrôle de l'appareil gouvernemental.

Le programme du nouveau gouvernement

Outre la renationalisation de la poste, le programme du PDJ, qui devrait être mis en œuvre à partir d'avril 2010 contient des réformes favorables aux travailleurs à la condition qu'elles soient réellement mises en œuvre. Il est centré sur le soutien au pouvoir d'achat et ses mesures phares portent sur la politique nataliste, le renforcement de la protection sociale et le soutien aux agriculteurs (DGPTÉ 2009). Le PDJ estime que ces mesures devront permettre le retour de la croissance et l'amélioration du niveau de vie des ménages médians, avec une augmentation de 20% du revenu disponible pour un foyer disposant d'un revenu annuel de 30 000 euros soit 2500 euros par mois.

La relance de la natalité est recherchée par la mise en place d'allocations familiales généreuses (200 euros par mois pour chaque enfant jusqu'à l'âge de 16 ans ; 4150 euros à la naissance, pour un coût total de 42 Mds d'euros) et d'allocations scolaires ou de bourses destinées à diminuer le coût des études secondaires et universitaires, la gratuité de l'enseignement public étant l'objectif affiché. Si l'on ne peut critiquer en soi ces aides financières, il demeure qu'elles confortent les inégalités entre femmes et hommes. Les japonaises subissent de fortes discriminations d'emploi et de salaires et c'est la principale cause de la baisse de la natalité. Au lieu de s'attaquer frontalement à ces inégalités, le PDJ préfère convaincre les japonaises de rester au foyer pour faire des enfants et s'en occuper grâce à des incitations financières.

- Le PDJ veut renforcer la protection sociale et rétablir la confiance des japonais dans leur système de retraite : résolution de la crise des « fichiers de retraite égarés », unification des systèmes de retraite dont le financement reposerait exclusivement sur la TVA, augmentation du minimum retraite garanti (530 euros), renforcement du système de santé publique, augmentation des allocations chômage. Une autre promesse de campagne vise à introduire un système de paiements compensatoires pour soutenir les revenus des agriculteurs et des pêcheurs (pour un coût de 7,5 milliards d'euros) et à accroître progressivement le taux

d'autosuffisance alimentaire (pour le porter à 50% dans 10 ans et 60% dans 20 ans).

- Le PDJ a promis de réduire le fossé entre employés dits « réguliers » (CDI à temps plein) et travailleurs précaires. Il propose d'interdire les contrats de travail de moins de deux mois, de limiter le détachement d'employés par leur entreprise à certaines fonctions bien spécifiques, de mieux encadrer l'activité des agences d'intérim et de porter le salaire horaire minimum à 1 000 yens (7,5 euros). Les services d'aide à la recherche d'emploi seront renforcés et une allocation de 100 000 yens par mois (755 euros) sera créée pour les chômeurs en formation. Le programme du PDJ insiste également sur l'égalité de traitement au travail entre hommes et femmes et la réalisation d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Pour financer ces mesures, Le PDJ refuse d'envisager une augmentation impopulaire de la TVA et propose de puiser dans les réserves et de procéder à une revue générale de la dépense publique, dont les fonctionnaires devraient faire les frais.

Les fonctionnaires, font l'objet de violentes attaques par la classe politique. S'il est vrai que 25 000 hauts fonctionnaires pantouflent dans environ 4500 organismes publics et parapublics ce qui leur per-

met de recevoir des revenus très élevés et explique la résistance au changement de la bureaucratie d'État, ce n'est pas le cas de la grande majorité des fonctionnaires. On annonce des baisses de salaire des fonctionnaires qui pourraient aller jusqu'à 20%.

Ces attaques contre la fonction publique doivent être dénoncées et sont révélatrices de l'ambiguïté et des limites du changement politique annoncé par le PDJ. Le mouvement ouvrier japonais doit plus que jamais garder son indépendance vis-à-vis de l'État et du gouvernement du PDJ pour mieux dénoncer les mesures réactionnaires et obtenir que les réformes favorables aux travailleurs promises pendant la campagne électorales soient réellement tenues.

Références Bibliographiques.

-DGPE. 2009. "Un tournant politique historique au Japon – Quelles conséquences économiques ?" *Lettre économique et financière Japon - Corée*:6.

-Dorival, Camille. 2010. "Le Japon renonce à l'emploi à vie." *Alternatives économiques* : 281.

-Ichiyo, Muto. 2009. "Is Japan changing after the fall of LDP?" Vol. 2009. Europe solidaire sans Frontières.

-Kenji, Kunitimo. 2009. "Outcome of the August 30 general election for the Japanese House of Representatives." Europe solidaire sans frontières.

INDONESIE: DU PAREIL AU MÊME

Danielle Sabai

2009 fut une année électorale importante en Indonésie. En avril, 171 millions d'électeurs indonésiens ont renouvelé les assemblées nationales, provinciales et de districts. Puis le 8 juillet, pour la deuxième fois depuis la fin de la dictature militaire de Suharto, ils ont élu leur président au suffrage universel. Le pays est l'un des plus vastes archipels au monde avec pas moins de 17500 îles. Y organiser des élections est un véritable cauchemar logis-

tique. Il a fallu plusieurs semaines pour obtenir les résultats définitifs. Cependant, dès le 8 juillet au soir, il était clair que le président sortant, Susilo Bambang Yudhoyono (appelé SBY), avait remporté les élections dès le premier tour avec plus de 60 % de votes favorables laissant les autres candidats loin derrière. Trois candidats étaient en lice. En plus de l'actuel président, SBY, concourraient son actuel vice président Jusuf Kalla et l'ancienne présidente entre 2001 et 2004, Megawati Sukarnoputri, fille du premier président de l'Indonésie après l'indépendance, Sukarno.

Des militaires toujours bien présents

Cela fait maintenant 10 ans que les indonésiens se sont libérés du joug de la dictature militaire

conduite par Suharto. Durant les 33 ans de cet « Ordre nouveau », entre 1 et 2 millions d'indonésiens, partisans de Sukarno, communistes, socialistes, militants des droits de l'homme, et syndicalistes ont disparu, ont été emprisonnés, torturés, assassinés. On ne connaît toujours pas l'ampleur des crimes commis. A la différence de l'Amérique latine, du Cambodge ou du Rwanda, l'Indonésie est le seul pays où aucun militaire n'a encore été jugé, ni n'est même menacé de l'être. Au contraire, les trois duos qui se présentaient à l'élection présidentielle comprenaient tous un militaire à la retraite, révélateur du pouvoir économique et politique encore très important de l'armée.

L'actuel vice président Jusuf Kalla, dirigeant du Golkar (le parti de Suharto durant la dictature) avait pour colistier Wiranto, le dirigeant du parti Hanura (Hati Nurani Rakyat, Parti de la conscience du peuple), un temps adjudant de Suharto. Il est formellement accusé de crimes contre l'humanité alors qu'il dirigeait les forces armées au Timor Oriental au moment du vote de son indépendance en août 1999. Au moins 1400 timorais sont morts à cette époque et des dizaines de milliers d'entre eux ont été déportés vers la partie ouest du Timor restée sous contrôle de l'Indonésie. De plus, la région a été saccagée par les militaires indonésiens. Wiranto a évité un procès grâce aux autorités indonésiennes qui ont refusé son extradition vers le Timor Oriental. Il est quand même sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

Prabowo Subianto, dirigeant du Gerindra (Gerakan Indonesia Raya, parti du mouvement pour une plus grande Indonésie), le colistier de Megawati (chef du PDI-P, Parti Démocratique Indonésien de lutte) fut, durant la dictature, l'un des chefs du Kopassus, une unité militaire spécialisée dans la contre-insurrection et réputée pour ses atrocités. Il est accusé de la disparition de plusieurs dizaines de militants pro-démocratie en mai 1998, durant les dernières heures de la dictature de Suharto. Prabowo est aussi connu pour son sinistre bilan au Timor oriental et en Papouasie occidentale. Mais il bénéficie de nombreux appuis dans les milieux d'affaires et dans l'armée ainsi que de relais familiaux (il est l'ex-mari de la fille de Suharto, Titiek).



Trois candidats, un même agenda néolibéral

Pour finir, SBY est lui-même un général en retraite. Comme ses concurrents, il a servi dans les années 70 au Timor durant l'occupation à un moment où il y eut de sérieuses violations des droits humains. Dirigeant du Parti Démocrate, il conduisait durant ces élections, une coalition de 18 partis dont plusieurs partis islamiques. Révélateur de la politique suivie, son colistier, Boediono, était précédemment le chef de la banque centrale et un économiste très apprécié du FMI. Boediono fut le ministre des finances de Megawati avant de devenir le ministre de l'économie de SBY. L'actuel vice président de SBY, Jusuf Kalla et SBY lui-même furent aussi ministres de Megawati. C'est dire si les différences politiques entre les trois candidats sont vraiment ténues.

Bien que leurs campagnes aient revêtu des accents différents, ils partagent le même agenda néolibéral. Ils ont joué un rôle actif dans cette décennie (1999-2009) de mise en place des politiques néolibérales qui ont conduit à une augmentation de la pauvreté, du chômage et des destructions environnementales.

Jusuf Kalla a joué la carte nationaliste en promouvant le renforcement du capitalisme domestique et un affaiblissement de la domination des capitaux étrangers.

Megawati a pour sa part usé d'une rhétorique populiste, peu en accord avec la politique qu'elle a menée durant les 4 années de sa présidence.

SBY, est considéré par le journal « The Economist » comme le champion des investisseurs étrangers. Il a supprimé les subventions de l'essence afin de réduire le déficit budgétaire. Pour éviter des protestations comme en Malaisie, il a décidé de verser tous les trois mois l'équivalent de 26 dollars aux plus pauvres et de leur accorder la gratuité des soins de base. Il bénéficie d'une grande popularité, en partie grâce à ces aides et à la lutte contre la corruption menée par une commission indépendante mais dont il retire un certain prestige.

A gauche

Il est quasiment impossible aux forces de gauches de se présenter aux élections. Un candidat à la présidentielle doit être soutenu par un parti ou une coalition représentant 20 % des sièges à l'assemblée nationale ou 25% des suffrages exprimés.

La plupart des organisations de gauche indonésiennes ont mené une campagne pour l'abstention ou le boycott militant des élections, connue sous le nom de Golput. A l'époque de Suharto, ce mouvement permettait de dénoncer les farces électorales organisées régulièrement par la dictature. Aujourd'hui, en l'absence d'un candidat de gauche crédible, l'appel au boycott offre une possibilité d'exprimer son mécontentement.

Toute la gauche n'a pas choisi de faire campagne pour le boycott. La préparation de ces élections a en fait provoqué un éclatement du PRD (Parti Démocratique du Peuple), un parti de gauche qui a joué un rôle majeur dans la lutte contre Suharto

dans les années 1990. Une partie du PRD, et sa coalition électorale Papernas, ont décidé de mener leur propre campagne électorale. A cette occasion, la principale dirigeante du PRD, Dita Sari a lancé un nouveau groupe, les « Courageux Volontaires pour Ressusciter l'Autosuffisance » (RBBM) afin de soutenir la candidature du tandem Kalla – Wiranto. Ils affirment que, parmi les candidats, les positions défendues par Jusuf Kalla sont les plus proches des positions de Papernas concernant l'autosuffisance et la construction d'une industrie nationale. Ils prétendent même que les candidatures de Kalla et Megawati représentent une alternative à la politique néolibérale de SBY.

L'autre partie du PRD, en désaccord avec cette tactique électorale, a été exclue du PRD et a depuis formé le « Comité Politique pour les Pauvres »-PRD (KPRM-PRD) qui a pris une part active dans la campagne de boycott des élections.

Les questions de tactique électorale revêtent un caractère particulièrement complexe dans un pays comme l'Indonésie où les règles ne permettent pas aux organisations progressistes et de gauche de mener campagne pour leur propre candidat. Cependant, en essayant à tout prix d'obtenir des députés, Dita Sari s'est mise au service de partis issus de la dictature et servant les intérêts économiques de la bourgeoisie. Cet opportunisme risque bien de semer de dangereuses illusions et ce positionnement pourrait bien affaiblir la gauche indonésienne.

Nombreux articles concernant les élections en Indonésie sur le site ESSF - rubrique Indonesian archipelago (en anglais)

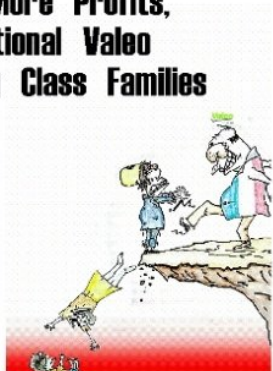
SOLIDARITE - CAMPAGNES

Le syndicat des ouvriers métallurgistes de Valeo Corée a décidé d'envoyer une délégation en France, en décembre 2009, puis en janvier 2010 afin d'y défendre ses revendications: l'annulation des licenciements des ouvriers, la reconnaissance du syndicat des ouvriers métallurgistes la réouverture de l'usine.

L'histoire commence en 2005, quand le groupe Valeo a acheté une usine sud-coréenne de compresseurs dans la province du Chungnam. À l'époque, les salariés se sont réjouis de l'arrivée de capitaux venant d'un pays développé et qui devait permettre à l'entreprise de développer son activité. Mais à plusieurs reprises, la multinationale française a violé les accords préexistants avec le syndicat et a vendu le terrain de l'usine Valeo Corée, sans jamais réinvestir ces profits dans l'équipement de la filiale coréenne.

**Dans sa course au profit,
la multinationale française Valeo
plonge les familles des ouvriers
dans la précarité.**

**In Pursuit of More Profits,
French Transnational Valeo
Pushes Working Class Families
to the Brink**



En 2007, la nomination de M. Kim à la tête de l'entreprise a marqué la fin d'une direction normale de l'entreprise (diminution des activités marketing,

réquisition de 3 % des ventes brutes chaque année que Valeo s'octroyait comme « commission », non reconnaissance du syndicat). Sous couvert de restructurer et de diminuer les frais de personnels, 60 salariés ont été licenciés en juin 2009 et le salaire des employés avait diminué de 20 %.

En septembre, ce sont 90 salariés qui ont été à leur tour licenciés et les salaires des employés diminués de 40 %. Entre le 20 octobre et le 30 novembre, 48 salariés ont été mis à la retraite. Le 26 octobre 2009, alors qu'ils travaillaient comme de coutume à l'usine, les salariés restant recevaient chez eux un courrier par Chronopost annonçant leur licenciement à compter du 1^{er} décembre. L'expéditeur n'était pas précisé et la lettre n'était pas nominative. Le syndicat et les salariés ont immédiatement voulu demander des explications à la direction mais celle-ci avait quitté l'usine, considérant que son travail était terminé, une fois les lettres envoyées.

Du 23 au 27 novembre, une délégation du syndicat des métallurgistes de Valeo-Corée s'est rendue au Japon où vit Michel Serre, le responsable de cette liquidation, qui a été promu vice-président de la filiale compresseur de Valeo Thermal System au Japon, une fois sa tâche en Corée achevée.

Cette promotion irait de pair avec un plan de licenciement de 80 personnes dans une usine japonaise comptant 187 salariés. Michel Serre a répondu aux ouvriers coréens que la liquidation de l'usine était due à la crise économique et que dans cette conjoncture peu favorable, chacun devait faire des sacrifices. Les ouvriers japonais ont montré leur soutien et leur solidarité avec les ouvriers coréens, victimes comme eux de la restructuration de la multinationale française.

Depuis le début du mois de novembre, les ouvriers de Valeo-Corée occupent leur usine dans des conditions météorologiques et financières difficiles. Ils sont, en outre, menacés de poursuite par la direction pour occupation illégale du site. La plupart des ouvriers de l'usine y ont passé toute leur vie

active et nombre d'entre eux étaient proches de la retraite. La loi coréenne ne prévoit aucune protection sociale dans cette situation, c'est pourquoi les Coréens disent souvent que « *le licenciement est un homicide.* »

Les ouvriers de l'usine Valeo-Corée espèrent le soutien des travailleurs en France et leur solidarité face à la loi du profit qui les met aujourd'hui à la rue, sans logement et sans ressources.

La délégation venue en France en décembre 2009 a rencontré les syndicats de Valeo et la direction du groupe. Des distributions de tracts ont été organisées notamment à Paris et Amiens où une usine Valeo est implantée. Une nouvelle venue des syndicalistes coréens est organisée du 19 au 31 janvier.

LA DELEGATION DE SALARIES DE VALEO
COMPRESSOR KOREA SERA EN FRANCE
DU 19 AU 31 JANVIER 2010

**La multinationale française
Valeo
licencie tous ses
salaries coreens
et ferme son usine en
Coree du Sud.**

**French Transnational Valeo
Tries to Cut Off the Korean
Workers
and Liquidate the
Korea Plant**



Dessins fait par un salarié de Valeo
Compressor Korea

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : anim-asie@npa2009.org

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>